

## Macron : déni de démocratie ou comment on fait le lit du Front National.

Une loi modifiant le droit du travail présentée par un ministre de l'Économie, c'est tout un symbole !

D'autant que le gouvernement qui porte ce projet est un gouvernement socialiste !

Parmi les mesures « progressistes » portée par cette loi, on trouve pêle-mêle :

- la généralisation du travail du dimanche à 12 dimanche par an pour tous, 52 dimanche par an sans compensation pour les salariés des zones dites touristiques (ce qui inclut aussi aéroports et grandes gares) ;

- la restriction du recours aux prud'hommes et la contractualisation individuelle de la rupture de contrat, avec un barème d'indemnités prédéfini, permettant aux entreprises de connaître à l'avance le coût d'un licenciement abusif ;

- le désengagement de l'État du contrôle de la légalité des « petits » licenciements (jusqu'à 9 salariés) et l'allègement des procédures de reclassement pour tous ;

- la fin du Code du Travail avec la possibilité d'établir une convention individuelle entre le salarié et l'employeur, même si elle contredit les conventions collectives et le Code du Travail.

Sur la méthode, ce texte a été élaboré en catimini, avec le minimum de débat imposé par la loi et surtout un gonflement du texte pendant la trêve des confiseurs (il est passé de 106 à 208 articles), ce qui en fait un texte fourre-tout digne du traité européen de 2001.

Malgré tout, ou à cause de cela, le recours à l'article 49-3 a été choisi, probablement par peur de voir un texte voté consensuellement par l'ensemble des députés, à l'exception de quelques trublions à gauche de l'hémicyclique.

Même le Conseil Constitutionnel a trouvé à redire à un texte de loi « fourre-tout », comportant plus de 300 articles, en censurant d'emblée 18 et se réservant sur la quasi totalité du texte, ouvrant ainsi la porte à des recours judiciaires en question préalable de constitutionnalité.

Quel sentiment général peut-on retirer de tout cela :

- 1 - Qu'il existe une collusion avérée entre nos représentants politiques dits progressistes et le monde de la finance et de l'entreprise ;

- 2 - Que le dogme libéral s'est durablement installé dans l'esprit de nos élites et qu'il n'existe pas pour eux d'alternative à une croissance financiarisée avec pour conséquence la destruction des acquis sociaux bâtis lors de la deuxième moitié du XXème siècle ;

- 3 - Qu'au final, lorsque vient l'heure du vote, il est de plus en plus difficile de mobiliser et de trancher entre des candidats à bout de souffle et de vision politique, dont l'essentiel des programmes économiques se recourent.

### Élections 2015 : l'échec du débat d'idée.

Dans ce contexte, la tentation est grande de rejeter en bloc tous les candidats et d'émettre un vote de protestation ou de s'abstenir.

Le score du Front National aux dernières élections départementales n'a été possible qu'en raison de ces deux phénomènes. Sans les votes de protestation bien sûr, beaucoup moins de voix pour le FN. Ce ne sont pas, pour l'essentiel, des votes d'adhésion, même si certains peuvent être tentés par le discours sur la stigmatisation de l'Étranger. Le programme économique du FN est totalement incohérent, prétendant à la fois favoriser les plus modestes mais portant également des idées ultra-libérales destinées à complaire à quelques soutiens et bailleurs de fonds.

L'abstention porte aussi pour partie le résultat du FN à de prétendus sommets, qui ne sont qu'apparents, puisqu'il ne progresse pas ou peu en voix par rapport aux scrutins précédents. On constate même une nette baisse par rapport au premier tour de la présidentielle de 2012.

Pas de programme électoral, pas de débat, « Il n'y a pas d'alternative ! », résultat : le choix se fait en fonction de critères émotionnels, manipulés par les gourous de la communication.

### Que faire alors ?

Il faut chaque fois que possible porter les idées de progrès social et de défense des plus faibles, non seulement dans le cadre électoral, en favorisant les candidats qui les défendent, mais aussi dans le cadre associatif et professionnel, en étant porteur des demandes que nous avons tous d'une meilleure justice sociale et de la préservation des acquis, sans cesse remis en cause par les dogmes libéraux.

Ces idées, si nous les défendons avec suffisamment de force, finiront par être entendues et par faire l'objet d'un réel débat, condition nécessaire à une évolution sociale favorable et à l'émergence d'une réelle démocratie, impliquant tous les citoyens.

---

## SOMMAIRE n°3 Octobre 2015

---

Page 1 : Macron, déni de démocratie ou ...

Page 2 : CHS-CT, la CGT contre la cure d'amaigrissement.

Page 3 : CHS-CT suite. Mesquineries ou mesures contreproductives.

Page 4 : L'asile, un droit.

# CHS-CT : la CGT contre la cure d'amaigrissement !

L'été est terminé, mais le discours sur le prétendu surpoids de la fonction publique continue de faire des ravages. Petite mise en perspective des politiques RH de l'État, de leur déclinaison à la DISI-SO et de l'action de la CGT au sein du CHS.

## Qu'est-ce que le lean management?

Le gouvernement français est confronté depuis déjà quelques années à la nécessité de maîtriser et réduire les dépenses publiques. Pour cela il a un outil la RGPP qui lui a permis de définir les priorités d'action.

La poursuite des réformes doit cependant répondre à trois impératifs :

- la poursuite de l'effort de rationalisation du fonctionnement de l'Etat et des politiques publiques ,
- l'amélioration du service rendu à l'usager ,
- mener des réformes socialement acceptables.

Le Lean management très à la mode dans notre société en crise est tout indiqué pour faire vivre ce tryptique. Issu du modèle Toyota, il a pour but de faire des gains de productivité, de réduire les coûts tout en respectant le client et le salarié. Dans les faits il a la fâcheuse tendance à oublier le volet social.

Cette organisation du travail permet d'obtenir rapidement des résultats tangibles et concrets en matière de satisfaction des usagers et d'efficacité de l'organisation,

sans pour autant révolutionner les modes d'organisation.

Le lean management ou management par le maigre a pour principe de faire plus avec moins, pour cela on fait la chasse au gaspillage et aux temps perdus.

Cette chasse au gaspi modifie profondément le contenu des postes de travail entraînant un appauvrissement du rôle du salarié dans l'entreprise.

Le lean management altère les relations au sein du collectif, le travail à flux tendu rend tous les opérateurs dépendants les uns des autres, si l'un prend du retard cela pénalise les autres.

L'intensification du travail, la diminution de la latitude décisionnelle, la perte de solidarité génèrent à la fois des troubles psychosociaux (RPS) et des troubles musculo-squelettiques (TMS).

## La déclinaison à la DISI.

Nous remarquons depuis quelques temps un recul notable de certains acquis sociaux et tolérances locales. Cela va des autorisations d'absences supprimées ou exagérément règlementées aux fortes incitations à limiter les pauses café et les pots conviviaux et la liste est loin d'être exhaustive.

Si nous observons les processus de travail nous constatons que nous travaillons dans l'urgence, sans véritable visibilité, sans possibilité d'interagir sur les décisions prises.

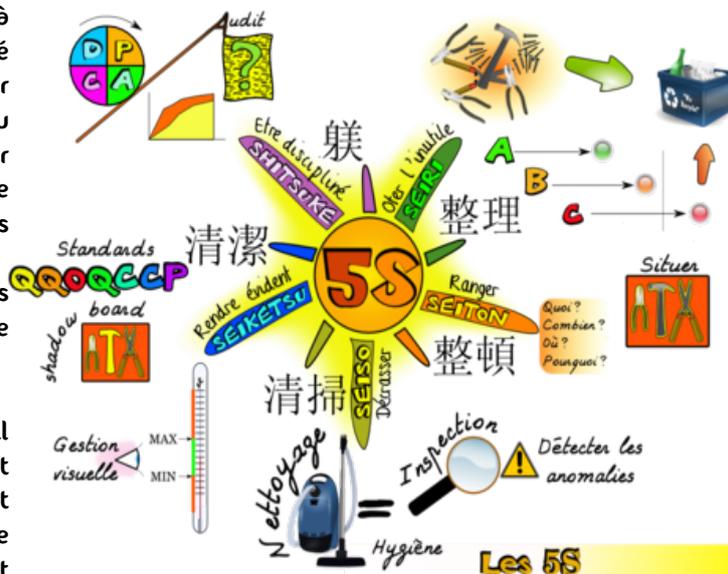
Une inexorable baisse des effectifs ne fait que renforcer le travail à flux tendu, pas toujours de qualité et entraîne une perte de connaissances.

De nombreux GO (feu vert) de mise en production le sont alors que l'application n'est pas suffisamment éprouvée.

L'extrait d'un document émis par Capgemini Consulting sur le lean management dans la fonction publique illustre bien le propos:

"Ces résultats sont obtenus en s'appuyant sur une logique de « petits pas », consistant à mettre en place des améliorations modestes dont la mise en oeuvre est rapide, ainsi que sur l'intelligence collective du terrain."

**Quels moyens d'action pour le CHSCT contre les effets du lean management ?**



Le rôle du CHSCT est avant tout de:

- contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents ,
- contribuer à l'amélioration des conditions de travail,
- veiller à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières.

Rappelons que les syndicats jouent un rôle moteur et primordial dans les CHS-CT. C'est la seule instance où les Directions ne peuvent agir seules sans tenir compte de l'avis des représentants des personnels.

Pour y parvenir les membres du CHS-CT bénéficient d'un budget annuel et possèdent différents supports de travail.

Lors des visites de sites, ils analysent les conditions de travail et les risques professionnels auxquels peuvent être exposés les agents.

A l'aide du Document Unique des Risques professionnels (DUERP) les membres du CHS-CT recensent et analysent les risques professionnels existant sur nos différents sites. L'analyse des Registres Hygiène et Sécurité RHS permettent aux membres du CHS-CT de proposer des suggestions d'amélioration des conditions de vie au travail.

Les membres du CHS-CT s'assurent du respect des prescriptions législatives et réglementaires et de la mise en œuvre des mesures de prévention préconisées.

Une fois les problématiques mises à jour il est possible de proposer des actions concrètes :

- ↳ actions de sensibilisation et d'information tels que les gestes "Gestes et postures", "Gestion du stress";
- ↳ propositions lors des projets d'aménagement des locaux et des postes de travail (achat de supports écran, lampe,...);
- ↳ contribution à l'adaptation des postes de travail pour les handicapés ;
- ↳ possibilité d'enquête sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- ↳ coopération à la préparation des actions de formation à la sécurité (habilitation électrique, conduite routière) ;
- ↳ il donne des avis sur les documents (règlements, signes, registre hygiène et sécurité) ;

Face aux offensives des Directions qui se multiplient pour faire plier et rendre corvéables les personnels, le CHS-CT est un outil qu'il ne faut pas négliger. **C'est pour cette raison que la CGT demande aux personnels d'intervenir sur les registres hygiène et sécurité dès que c'est nécessaire et de ne pas hésiter à solliciter ses représentants.** Les CHS-CT sont une conquête des salariés aujourd'hui de plus en plus remis en cause. A nous de les défendre et de les faire vivre.

## Mesquineries ou mesures contre-productives ?

Au fur et à mesure que les restructurations et suppressions d'emplois se multiplient que constate-t-on dans nos services ? Le travail est de plus en plus parcellisé, le collectif de travail est remis en cause, l'ambiance au travail se dégrade.

Face à cela les directions pensent que c'est en remettant en cause les droits des personnels, les pratiques qui s'étaient mises en place au long des années, que l'on arrivera à palier aux manques de moyens et que l'on travaillera mieux. C'est une totale illusion. Au contraire, on casse un peu plus ce qui avait fait la richesse et l'efficacité de nos services.

La remise en cause des "acquis sociaux" (attention c'est un gros mot aujourd'hui !) au sens large ne fait que rendre le travail plus aliénant pour les personnels. Au final, au niveau des résultats cela devient improductif et inefficace.

La CGT milite pour une autre conception du management. Elle appelle les cadres à ne pas participer à ce mouvement de reculs des acquis sociaux. A la DISI SO aussi dans certains services des mesures sont mises en place qui ne vont pas dans le bon sens. Ce n'est pas en généralisant la suspicion, en considérant que chaque collègue est un fraudeur ou un resquilleur en puissance que l'on va améliorer les choses.

Nous vivons une période d'incertitudes et de reculs en tout genre. Pour la CGT il ne faut pas se tromper d'analyse. Ce ne sont pas les salariés qui sont responsables de la situation, ils en sont les victimes! Certains ont oublié très vite leur slogan d'un jour ("mon ennemi c'est la finance")!

La CGT poursuivra son action pour défendre les salariés et leurs conditions de travail.

### Quand le DISI s'obstine...

**Grève du 8 Octobre : le taux d'agents grévistes à la DISI Sud-Ouest est de 23,15%**

Ce taux est supérieur au taux national (13,11%) et un des plus élevés parmi les DISI. S'agissant d'un taux moyen, il est évident qu'il recouvre une réalité disparate, à fortiori dans une Direction aussi étendue que la DISI Sud-Ouest. Il est donc très important pour nous de disposer d'informations plus détaillées sur la participation à cette journée de grève.

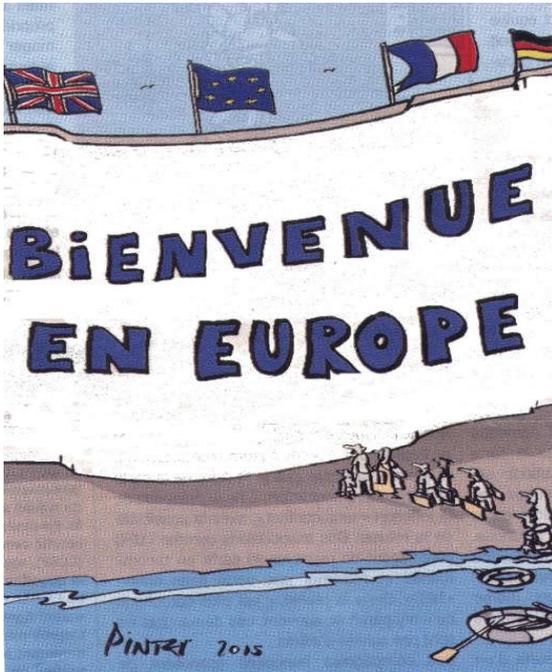
Nous avons donc demandé, à nouveau, au Directeur de la DISI Sud-Ouest de bien vouloir nous communiquer le détail des taux de grève par structures (4 ESI, DISI Siège et CID) et par catégories d'agents comme cela se pratique dans de nombreuses Directions (y compris des DISI). Nous estimons que les agents de la DISI ont le droit de savoir.

Une fois de plus M. Peyré a refusé de donner le détail : "J'ai bien noté votre demande, toutefois je vous confirme que le taux de grève qui vous été communiqué par mes services est en parfaite conformité avec les directives reçues en la matière."

Curieuse conception de la transparence et du dialogue social!

Quand il s'agit de mettre la pression sur ses services, le Directeur sait prendre des initiatives sans s'abriter derrière de prétendues consignes nationales!

# L'asile est un droit



## Migrants, réfugiés, notre devoir.

Oui les images sont insupportables ! Voir des enfants, des femmes et des hommes fuir la guerre et la misère révolte. Voir sur nos écrans la mort et se sentir impuissant met mal à l'aise.

Au delà des images la réalité c'est la guerre avec son cortège de malheurs.

Le drame que vivent tous ces hommes, femmes et enfants ne tombe pas du ciel. Il est le résultat du chaos provoqué sur tout le pourtour méditerranéen par les guerres en Irak et en Syrie, par la destruction de l'Etat libyen, par le développement de la dictature en Erythrée. Les Etats européens, et la France en particulier, ne sont pas pour rien dans ce chaos. Et ce ne sont pas de nouveaux bombardements, en Syrie ou ailleurs, qui régleront quoi que ce soit. Si les bombes tombent, de nouvelles nombreuses familles fuiront pour garder la vie sauve !

Ce n'est pas en transformant l'Europe en un camp retranché qu'on résoudra les problèmes. Ce n'est pas en créant des hotspots, véritables camps de réfugiés, qu'on va stopper les flux des réfugiés.

La seule solution ne peut être que politique. Pour cela, il est temps de dialoguer avec tous ceux qui peuvent y contribuer.

Mais quand il y a urgence, il faut agir.

Oui l'Europe peut et doit accueillir.

Elle le peut car elle saura dégager les moyens nécessaires. Elle le doit car la situation l'impose.

Dans le passé, la France a su accueillir :

- entre le 28/01 et le 13/02/1939 475.000 espagnols trouvent refuge en France,
- après le coup d'état militaire au Chili en septembre 1973, 15.000 chiliens se réfugient en France,
- à partir de 1975 le gouvernement français met en place une politique qui permettra à près de 130.000 ressortissants de l'ex Indochine d'être accueillis en France,
- à partir de 1992, un dispositif permettra à 10.000 réfugiés de l'ex Yougoslavie de venir en France,
- en 1999, en huit semaines 8.000 kosovars seront accueillis.

Avec le recul, on constate qu'au final toutes ces personnes ont contribué au renforcement de la France.

## Pas de "bons" migrants...

Les tentatives de l'extrême droite, reprises hélas ici et là, d'opposer les "chrétiens" aux autres, les "bons" migrants aux "profiteurs", les pauvres "d'ailleurs" à "nos" SDF ne font qu'opposer une fois de plus les pauvres aux pauvres, les malheureux aux plus malheureux, en espérant qu'ainsi le monde des affaires continue à gérer les affaires du monde. Ne laissons pas diviser la lutte pour l'humanité, contre l'exclusion et la misère. Veillons à ne pas laisser la peur dicter des lois visant les étrangers; car, dès demain, nous en serons la cible.

## Les enfants du chaos

Les femmes, les hommes et les enfants qui se pressent aux frontières de l'Europe fuient la guerre, les massacres, l'épouvante née de l'acharnement de leurs dictateurs à s'accrocher au pouvoir. Ce chaos qui menace tout le pourtour méditerranéen est très largement le fruit du soutien dont ces dictateurs ont longtemps bénéficié et des réticences en Europe à soutenir les éléments démocratiques à l'oeuvre dans ces pays.

La peur d'ici a engendré la souffrance là-bas, laquelle nourrit les peurs ici. Avec cette dynamique tous les peuplements perdent; seul le chaos gagne, là-bas et ici.



## Bulletin d'adhésion

Solidaire, pas solitaire : c'est ça la CGT Finances Publiques à la DISI-SO

Nom, Prénom :

Date :

Grade :

Adresse mél :

Adresse administrative :

Signature :